

PAUL CAZALBOU
Professeur des Universités
Agrégé des Facultés de Droit

La Rochelle Université – Faculté DSPG
45 rue François de Vaux de Foletier
17024 La Rochelle Cedex 1
paul.cazalbou@univ-lr.fr
+33 (0)5 46 45 85 36

CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2019 **Lauréat du premier concours national d'agrégation de droit privé**,
nommé Professeur à La Rochelle Université au 1er septembre 2019
- 2016 **Maître de conférences en droit privé**, UT1 Capitole
- 2015 **Qualification aux fonctions de maître de conférences**, CNU Section 01
- 2014 **Doctorat en sciences juridiques**, UT1 Capitole

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

Responsabilité administratives :

- Membre de la CFVU, du CAC et du CACR, La Rochelle Université
- Membre du Conseil d'UFR de la Faculté DSPG, La Rochelle Université
- Président de la Section disciplinaire, La Rochelle Université
- Président de la Section de droit privé et sciences criminelles, La Rochelle Université

Fonctions passées :

- Assesseur en charge des relations avec les professionnels du droit et à la valorisation de la recherche du Doyen de la Faculté DSPG, 2019/2021
- Chargé de mission auprès du Doyen de la Faculté DSPG en charge de l'établissement des modalités d'enseignement lors de la crise Covid, 2020
- Membre du Jury du grand oral, CRFPA, ECOA, Université de Poitiers, 2020
- Coordinateur en charge de la mobilité ERASMUS entrante, UT1 Capitole, 2017/2019
- Président de la Commission disciplinaire du Baccalauréat, Académie de Toulouse, 2017/2019
- Examineur spécialisé de l'examen d'entrée au CRFPA, EDASOP, 2015/2019

Responsabilités pédagogiques :

- Responsable du Master Justice Procès Procédure (MJPP), La Rochelle Université, depuis 2019
- Co-Responsable du DU Criminologie renforcée (FOAD), UT1 Capitole, depuis 2019

Fonctions passées :

- Co-responsable du Master International and European Law, UT1 Capitole, 2015/2019

Participation à plusieurs comités de sélections MCF, ECC, EC et ATER, depuis 2016.

RESPONSABILITES ET ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Rattachement scientifiques :

- Chercheur au Centre d'étude juridique de La Rochelle (CEJLR – EA 3170), La Rochelle Université
- Chercheur associé à l'Institut de recherche en droit européen, international et comparé (IRDEIC – EA 4211), UT1 Capitole
- Membre de l'Institut de criminologie Roger Merle, UT1 Capitole

Thèmes de recherche principaux :

Règles de responsabilité pénale et théorie de l'infraction pénale, Structure des incriminations pénales et politique criminelle, Théorie des nullités de procédure pénale.

Responsabilités éditoriales :

- membre du comité de rédaction des Annales de l'Institut de Criminologie Roger Merle, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, depuis 2019
- membre de la rubrique de Droit pénal spécial de la Revue pénitentiaire et de droit pénal (RPDP), éd. CUJAS, depuis 2017
- titulaire de la rubrique de Procédure civile et de procédure civile d'exécution des Cahiers de jurisprudence Aquitaine Midi-Pyrénées (CJAMP), de 2011 à 2017

Organisation et co-organisation de manifestations scientifiques :

- Journée « Hôpital-Justice », 17 novembre 2021, Rochefort, sous l'égide du Tribunal judiciaire de La Rochelle et du CH La Rochelle
- « Les causes d'irresponsabilité en questions », Colloque annulé à raison de crise sanitaire, La Rochelle Université, Publication des actes à la RPDP, éd. CUJAS, courant 2021, avec M. Recotillet

Participation à des jurys de thèse :

- « La fuite en matière pénale » par M. Recotillet, dir. Sylvie Cimamonti, soutenue le 3 décembre 2020, Aix Marseille Université, qualifiée par le CNU
- « Le cumul de sanction » par L. Nardari, dir. A. Botton, soutenue le 13 novembre 2020, UT1 Capitole, qualifiée par le CNU

TRAVAUX

I - Ouvrage

**« Étude de la catégorie des infractions de conséquence :
contribution à une théorie des infractions conditionnées »,**

Soutenue le 18 novembre 2014

Mention très honorable avec félicitations du jury

Prix Merle de l'Académie de législation de Toulouse, 2015

Prix de droit pénal du Cercle K2, 2016

Publiée à la Bibliothèque de Sciences criminelles, LGDJ, tome 63, 2016

II – Articles et études :

- « *Cols blancs et entreprises en difficultés – Quelques observations sur le délit de malversations* », Mélanges Gibirila, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, 2021, p. 411
- « *Le traitement pénal du combattant étranger* », contribution à la journée d'étude organisée par l'UCO sur le thème « Les combattants étrangers », à paraître, courant 2022
- « *Les causes d'irresponsabilité jurisprudentielles : prétoriennes mais légitimes ?* », contribution au colloque organisé à l'Université de la Rochelle sur le thème « Les causes d'irresponsabilité pénales en questions », à paraître à la RPDP, n°3, 2021
- « *La « nouvelle » probation* », in *Quelles mutations pour la justice pénale du XXIème siècle*, dir. S. Pellé, Dalloz, Thèmes et commentaires, 2020, p. 217
- « *De l'utilité même du principe ne bis in idem dans le règlement des concours idéaux de qualifications* », contribution au colloque de l'Institut de criminologie et de droit pénal de Paris sur le thème « Le principe *ne bis in idem* et les concours d'infractions pénales », à paraître à la RPDP, courant 2022
- « *Modes opératoires et incrimination* », contribution au colloque annuel de l'AEDP sur le thème « Les modes opératoires de l'infraction », Annales de l'ICRM, vol. 2, 2021, p. 123
- « *Notion, objet et moyen de protection, en droit pénal, des différents volets de la propriété* », contribution à la Journée bilatérale franco-roumaine de l'association Henri Capitant intitulée « La protection de la propriété en droit civil et en droit pénal, Analele Universitatii din Bucuresti, Aub Drept, 2019, p. 59
- « *De la responsabilité pénale du masseur-kinésithérapeute face à l'urgence* », contribution au colloque « *L'urgence en kinésithérapie : Risques et Enjeux pour la profession* », organisé par la Faculté libre de droit de l'institut Catholique de Toulouse, *Kinesither Rev*, 2019, 19 (210)
- « *Retour critique sur le principe d'unicité de qualification des faits en matière pénale* », RSC 2018, p. 387
- « *La sanction pénale des mariages forcés* », in *Les mariages forcés et le droit*, dir. V. Ndior, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques et essais, n°63, p. 221
- « *La résolution des cumuls répressifs en droit européen* », contribution aux journées d'étude des Master II en droit pénal des Université de Bordeaux IV et Toulouse 1 Capitole « Le cumul répressif », vendredi 15 avril 2016, Cahiers de l'IRDEIC, PUSS, 2019
- « *La criminalité informatique façonnée par le droit de l'Union Européenne* », in *La transposition du droit de l'UE dans la loi pénale française : l'intégration d'un corps étranger*, dir. S. Corioland et E. Letouzey, LGDJ, Coll. Colloques du CEPRISCA, 2017, p. 119
- « *L'articulation des actions en réparation en matière répressive* », contribution à la journée d'étude de l'ISCJ consacrée aux « Actions en matière répressive », Université Bordeaux IV, 11 février 2016, RPDP 3, 2018, p. 527
- « *Les catégories en droit pénal* », in *Les catégories en droit*, dir. G. Wernert, Mare Martin, 2017, p. 77

- « *L'annulation d'un acte procédural subi par autrui* », avec G. Beaussonie, Gaz. Pal. 19 juill. 2016, p. 40
- « *Les insuffisances de la réforme du 27 mai 2014* », avec A. Botton, in *L'audition libre : de la pratique à la réforme*, dir. J.-B. Perrier, LGDJ 2017, p. 151
- « *Les incriminations redondantes de la fraude aux prestations sociales* », in « *Les affres de la qualification juridique* », ouvrage collectif, dir. Marc Nicod, PUSS, 2016, p. 93
- « *La légitime défense appliquée aux sports de combat et arts martiaux* », in *Éthique, sports de combat et arts martiaux*, ouvrage collectif PUSS, 2013, pp. 21 à 35
- « *La délégation de pouvoirs : jusqu'où ira le juge pénal dans le contrôle de l'organisation interne de l'entreprise ?* », avec E. Letouzey, *Revue droit pénal* 2009, étude n°16

III – Encyclopédie et fascicules :

- « *Le jugement des contraventions* », Encyclopédie LexBase de Procédure pénale, 2020

IV- Notes de jurisprudence :

- « *Pas n'importe quelle administration* », note sous Crim. 23 juin 2021, RPDP 2021, n°3, à paraître
- « *Une fraude au RSA non-intentionnelle et ... inutile* », note sous Crim. 13 janvier 2021, RPDP 2021, n°1, à paraître
- « *Vitesse et précipitation dans l'établissement d'un blanchiment de fraude fiscale* », note sous Crim. 13 janvier 2021, RPDP 2021, n°1, à paraître
- « *Ni sale, ni raciste, le délit de non justification de ressources est toujours constitutionnel* », note sous Crim. 28 janvier 2020, RPDP 2020, n°1, p. 164
- « *Les voies détournées, mais convergentes, du délit de blanchiment* », note sous Crim. 18 décembre 2019, RPDP 2020, n°1, p. 168
- « *Détention, acquisition, transport, offre ou cession de stupéfiants et association de malfaiteur ?* », note sous Crim. 22 mai 2019, RPDP 2019, n°3, p. 632
- « *Intention de tuer ou de se défendre ?* », note sous Crim. 22 mai 2019, RPDP 2019, n°3, p. 627
- « *Discréditant, outrageant et même menaçant : le propos doit-il nécessairement être rapporté par le journaliste ?* », note sous Crim. 28 mai 2018, RPDP 2018, n°3,
- « *Le périmètre « à la carte » du délit d'abandon de famille* », note sous Crim. 28 mars 2018, RPDP 2018, n°2, p. 359
- « *Distinction au sein de l'article 222-16 du Code pénal : les redondances demeurent* », note sous Crim. 28 mars 2018, RPDP 2018, n°2, p. 353

- « *Rappel de l'indifférence à la dégradation effective des conditions de travail en matière de harcèlement au travail* », note sous Crim. 23 janvier 2018, RPDP 2018, n°1, p. 84
- « *Cumul idéal de contraventions en matière de maltraitance animale* », note sous Crim. 30 janvier 2018, RPDP 2018, n°1, p. 91
- « *Organisation frauduleuse de l'insolvabilité et refus d'emploi salarié* », note sous Crim. 8 novembre 2017, RPDP 2017, n°4, à paraître
- « *De la prise en compte des prérogatives professionnelles du prévenu pour déterminer l'existence d'une infraction pénale* », note sous Crim. 28 novembre 2017 et Crim. 7 novembre 2017, RPDP 2017, n°4, à paraître
- « *L'escroquerie et le faux protégeraient-ils finalement les mêmes valeurs ?* », note sous Crim. 25 octobre 2017, RPDP 2017, n°3, à paraître
- « *L'intérêt à bénéficier de l'annulation d'un acte subi par autrui* », avec G. Beaussonie, note sous Crim. 31 octobre 2015, D. 2016, p. 47
- « *Procès équitable (dépaysement) : employeur ancien conseiller prud'homal* », note sous CA Toulouse 11 septembre 2015, D. 2015, p. 2385
- « *Éclairage sur le contrôle en appel de la procédure à jour fixe* », note sous CA Toulouse 11 février 2014, JCP G 2014, n°943

IV - Observations de jurisprudence :

- « *Responsabilité pénale au sein des groupes de société : le réalisme, encore ...* », note sous Crim. 16 juin 2021, Revue Lexbase Pénal, 2021, n°40, 29 juillet 2021
- « *Actes tirés d'une procédure distincte définitivement clôturée : l'autorité de chose jugée ne fait toujours pas obstacle à l'action en nullité du tiers* », Crim. 20 juin 2018, Revue Lexbase pénal 2018, n°8, 20 septembre 2018,
- « *Les méandres de la contestation d'un sursis à statuer* », CA Toulouse 6 mai 2015, CJAMP 2015-2, pp. 352 à 353
- « *Répartition des compétences en matière d'inhumation et d'exhumation entre juridictions d'instance et de grande instance* », CA Toulouse 20 octobre 2014, CJAMP 2015-1, pp. 175 à 176
- « *Inopposabilité de la clause attributive de compétence issue des statuts d'une Caisse de congés payés* », CA Toulouse 10 septembre 2014, CJAMP 2014-3, pp.512 à 513
- « *Admission du recours à l'article 47 du CPC pour le cas d'un magistrat actionnaire à 96,77% d'une société elle-même actionnaire d'une société partie au litige* », CA Toulouse 1er juillet 2014, CJAMP 2014-3, pp. 509 à 510
- « *L'esprit du Code, les bras de la Convention* », CA Toulouse 25 octobre 2013, CJAMP 2014-1, pp. 140 à 141
- « *Toutes les clefs doivent être remises !* », CA Toulouse 2 juillet 2013, CJAMP 2013-3, pp. 581 à 582

- « *Les dispositions attributives de compétence de la Convention internationale de Varsovie priment les termes du Code de procédure civile dans toute action dirigée contre le transporteur aérien* », CA Toulouse 12 mars 2013, CJAMP 2013-2, pp. 388 à 390
- « *L'inscription au RPVA ne vaut pas consentement à l'utilisation de ce dispositif* », CA Toulouse 4 décembre 2012, CJAMP 2013-1, pp. 163 à 164
- « *Influence de la condamnation civile de certains participants à une infraction sur la condamnation ultérieure des autres co-participants* », CA Toulouse 28 août 2012, CJAMP 2012-3, pp. 596 à 598
- « *Incompétence du juge des référés en matière de qualification de la rupture du contrat de travail et de ses suites* », CA Toulouse 13 janvier 2012, CJAMP 2012-1, pp. 183 à 184
- « *La date de déclaration d'appel erronée et hors délai portée par l'appelant est indifférente autant que le visa apposé par les services du greffe permet de donner date certaine à celle-ci* », CA Toulouse 14 décembre 2011, CJAMP 2012-1, pp. 184 à 185

ENSEIGNEMENTS

Matières actuellement enseignées :

- **Séminaires de Master II** : Politique Criminelle – Pratique des procédures pénales – Droit pénal des mineurs – Droit de la peine appliqué aux affaires – Cybercrime et droit pénal
- **Cours de Master I** : Droit de la peine et criminologie – Droit pénal spécial – Droit pénal du travail
- **Cours de Licence** : Droit social – Droit pénal général
- **Cours magistraux dispensés en anglais** : English law (M1) – UK Criminal law and proceedings (L1)

Matières qui ont été enseignées :

- **Cours magistraux** : Institutions juridictionnelles (L1) – Tort law (M1)
- **Travaux dirigés** : Introduction au droit privé et droit de la famille (L1) – Procédure pénale (L2) – Droit des affaires (concurrence et consommation) (L2) – Droit processuel (M1) – Procédure civile approfondie (M1) – Procédure pénale et pénologie (M1)
- **Cours magistraux dispensés en anglais** : European criminal law (M2) – International and european law (M1) – Tort law (M1)

Missions d'enseignement à l'étranger :

- Université de Valence, Cours de droit privé, mobilité ERASMUS enseignante, (2016 – 2017 – 2018, 2022), pour le compte d'UT1 Capitole
- Jersey Institute of Law, Cours de droit pénal, Professeur invité, (2017 – 2020 – 2021 – 2022), pour le compte d'UT1 Capitole

Intervenant en formation continue : divers séminaires d'actualisation en droit pénal dispensés auprès des magistrats de la CA Toulouse (ENM) et du Barreau de l'Ariège.